

Départemental (CTSD) de Gironde du jeudi 12 juillet 2018.

Les organisations syndicales ont fait, tour à tour, **une déclaration**, vous pourrez lire la nôtre en pièce-jointe, sauf le SGEN-CFDT.

Ces déclarations font toutes le constat amer des conséquences négatives de la politique d'austérité gouvernementale sur nos conditions de travail et d'apprentissage de nos élèves.

Elles dénoncent toutes la non prise en compte des élèves d'ULIS dans les effectifs de classe, ce qui fausse les ouvertures de classe possible.

Deux vœux ont été votés à l'unanimité : l'un pour défendre les Psy-EN et le service public national d'orientation, l'autre pour que les élèves d'ULIS soient comptabilisés dans les prévisions d'effectifs.

Le DASEN-Inspecteur d'Académie explique la philosophie ayant concourue à ses choix : « trouver un juste équilibre entre les moyens et les territoires », il désire donc tenir les équilibres sociologiques entre les établissements.

Quant aux compléments de service, il entend trouver jusqu'au 18 juillet la « moins mauvaise solution ».

Sur les dérogations : lorsqu'il reste de la place dans les établissements, la dérogation est un droit, accordé selon une hiérarchisation ministérielle. Mais, il ne veut pas déstabiliser des établissements voisins en ouvrant une classe qui créerait « un appel d'air » inutilement concurrentiel entre eux.

80 % des élèves sont dans leur collège de secteur.

Il détaille ensuite les ajustements prévus à ce jour, et qui sont encore susceptibles d'être modifiés d'ici à la rentrée.

Il reçoit les proviseurs des lycées girondins pour faire le point sur les effectifs après les résultats du baccalauréat.

Il lui reste encore **184 heures pour les derniers ajustements de rentrée et environ 5 % d'IMP.**

Il reconnaît que les élèves qui doivent être inclus (celles et ceux d'UPE2A, d'ULIS et de Segpa) ne sont pas comptabilisés par ses services dans les effectifs de classe.

Nous dénonçons alors la non application des textes réglementaires qui conduisent à inscrire chacune et chacun des élèves de ces dispositifs ou structure dans une classe.

Ces choix du DASEN faussent la réalité et permettent de minimiser le nombre d'élèves donc les ouvertures de classe. Les établissements ayant à la fois une UPE2A, une ULIS et une Segpa sont les plus lésés de ce point de vue.

Il explique que certaines ouvertures de classe ne peuvent pas se faire car les établissements ont atteint ou dépassent leur capacité d'accueil.

Nous lui démontrons que ses ajustements sont, comme toujours à moyens constants, dans une enveloppe fermée, et que s'il ouvre dans un collège ou un lycée, il ferme forcément une classe ailleurs.

Il faut donc bien partager la misère.

En collège, il y a ainsi **17 fermetures de classe** (pudiquement nommées « restitutions » comme si l'on vous prêtait ou donnait des classes qu'il fallait ensuite rendre) **dont 9 en Sixième et 22 ouvertures dont 14 en Sixième.** Il faut y ajouter **sept transferts de moyens d'une classe à l'autre.** **En lycée**, il y a **2 fermetures en Seconde pour deux ouvertures en 1ère STL et STMG.**

Nous sommes intervenus pour toutes les situations sur lesquelles vous nous aviez alertés.

Le nombre de **compléments de service** est **plutôt stable** avec 228 collègues concernés contre 225 l'année dernière à la même période. Il y a 24 compléments de service avec moins de trois heures contre 33 l'année dernière. Nous avons alerté le DASEN sur les compléments de service les plus lointains (22 avec plus de 20 km aller) pour qu'ils soient revus, et ainsi améliorer la situation des enseignant.e.s concerné.e.s.

En question diverse, nous avons interrogé le DASEN sur l'**avenir des langues rares en Gironde**, à

travers l'exemple du Japonais. Pour lui, il faut réfléchir à la façon dont on peut soutenir ces langues sans favoriser le contournement de la carte scolaire. Il préconise donc de créer des réseaux d'établissements.

Ainsi, les élèves iraient faire des heures de langue rare dans un établissement, en étant inscrit dans un autre lycée pour toutes les autres matières.

Catherine Dudès et Cyrille Orlowski, représentants SNES-FSU au CTSD de Gironde.